

MODELE DE LETTRE AUX MINISTRES DU COMMERCE

En-tête,

Préparatifs de la 5^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Cancún, 10-14 septembre 2003)

Des représentants du commerce sont actuellement réunis à Genève pour mener des négociations dans le cadre du Cycle de Doha des négociations commerciales, qui fera l'objet d'un examen à mi-parcours lors de la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Cancún, Mexique, en septembre 2003. Le/la (*nom de votre organisation*) s'inquiète que ces négociations ne traitent pas de nombreuses préoccupations essentielles en matière sociale, de développement et de réglementation et qu'il(elle) ne puisse dès lors concrétiser le projet d'améliorer les conditions de vie, d'accroître l'emploi ou de réduire la pauvreté dans le monde. En outre, la crédibilité et la légitimité de l'OMC dans l'opinion publique générale risque encore de faiblir dans le contexte de la fronde actuelle contre la mondialisation.

Le/la (*nom de votre organisation*) est affilié(e) à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) aux côtés de 230 autres centrales syndicales de 150 pays dans le monde. Je vous écris pour vous transmettre la déclaration syndicale, ratifiée par la CISL dans le cadre du groupement «Global Unions», qui est à l'ordre du jour de la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC. Je vous invite à examiner cette déclaration syndicale et serais heureux que vous me communiquiez votre réponse. Nous vous prions instamment de soutenir les propositions qui y sont contenues au cours des actuelles négociations à Genève et lors de la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC même, car elle ferait à la fois progresser les intérêts de (*nom de votre pays*) et contribuerait à traiter les graves problèmes du système commercial multilatéral tels qu'ils se présentent actuellement.

La déclaration syndicale examine les réformes qui sont nécessaires à l'OMC pour la rendre plus transparente et démocratique et avance des propositions dans toute une série de domaines pour contribuer au développement des pays moins avancés. Elle énumère des mesures pour protéger les droits fondamentaux des travailleuses et travailleurs contre des entreprises et gouvernements peu scrupuleux qui cherchent à obtenir un avantage déloyal dans le commerce international en enfreignant les normes fondamentales du travail. La déclaration propose divers garde fous qui sont nécessaires pour assurer que les services publics et autres services d'intérêt général ne puissent être sapés par la concurrence qui règne dans le secteur privé aux termes des disciplines de l'OMC.

En ce qui concerne les « questions de Singapour », la déclaration syndicale défend l'idée de règles en matière d'investissement multilatéral, qui soient fondées sur la promotion et la protection des politiques sociales par le biais d'obligations contraignantes et exécutoires pour les investisseurs, des obligations qui sont malheureusement absentes des propositions présentées à l'OMC. En outre, la déclaration indique les difficultés que posent les propositions actuelles en matière de politique de concurrence. Tout en insistant sur le potentiel positif de négociation sur la transparence des marchés publics, la déclaration suggère que les mesures de l'OMC pour la facilitation des échanges commerciaux restent d'une nature non exécutoire.

Des mesures spécifiques sont proposées pour que le développement durable soit incorporé effectivement dans chaque aspect du travail de l'OMC. Dans le secteur de l'agriculture, la déclaration syndicale propose la réduction et la réorientation des subventions agricoles en direction d'un développement rural sain et l'élimination de toutes les formes de subventions agricoles à l'exportation.

J'espère que le gouvernement de (*nom de votre pays*) apportera son appui aux propositions syndicales au cours des discussions actuelles à l'OMC à Genève, et je me réjouis de recevoir sous peu votre opinion sur la déclaration en annexe.

Formule finale